



S-0875-0002-13-00001

Expanded Number **S-0875-0002-13-00001**

Title **Items-in-Peace-keeping operations - United Nations Operations in the Congo - Tshombe documents**

Date Created **04/03/1963**

Record Type **Archival Item**

Container **S-0875-0002: Peace-Keeping Operations Files of the Secretary-General: U Thant: United Nations Operations in the Congo**

Print Name of Person Submit Image

Signature of Person Submit

Interrogatoire du Cap Avi GLASSPOOL.

- Q- Où sont les différentes pièces de matériel aviation ?  
R- Elles se trouvent au Commercial Air Service GERMISTON S. Africa.  
pour un montant approximatif de 9.000 Rands.
- Q- Quelle est l'autorité qui détient le matériel ?  
R- Trader Export-Import of Lisbonne Le Col Brown est le Directeur de  
cette firme.
- Q- Où se trouve le restant de la somme de 35.000 Rands ?  
R- Le Comanche a coûté 4.000 Rands et le reste de l'argent se trouve  
au nom de Zumbarch Standard Bank Commissioner Street Johannesburg.
- Q- Qui a la signature ?  
R- Brown est le seul qui peut toucher l'argent.
- 
- Q- Pourquoi les pilotes qui avaient été appelés à rejoindre Kolwezi  
ne sont-ils pas revenus ?  
R- Le Col Brown a ordonné de rester sur place.
- Q- Pourquoi avez-vous dit au Col Brown qu'il ne pouvait revenir à  
Kolwezi parce qu'il serait arrêté ? Ce nous a été répété par Wickstred ?  
R- Ceci n'est pas vrai.
- Q- Pourquoi avez-vous ordonné à Jacob de rester à Dilolo ?  
R- Je n'ai pas donné d'ordres à Jacob.
- Q- Pourquoi avez-vous fait passer la frontière à un train chargé de  
pièces de rechange et d'essence ?  
R- Le Col Brown donna l'ordre de passer la frontière à Dilolo avec toutes  
les pièces de rechange et l'essence. et se trouve pour le moment à  
Texeira de Sousa.
- Q- Etes-vous au courant qu'on vend de l'essence à Texeira ?  
R- Je ne suis pas au courant de ce marché.
- Q- Pourriez-vous nous donner des explications pourquoi le Col Brown et  
les autres membres restent-ils en Angola ?  
R- Je ne sais pas.
- Q- Qui paie les dépenses pendant votre séjour en Angola pour le personnel ?  
R- Le Col Brown a payé 21.000 Escudos qu'il a reçu du Col Pierre.
- Q- N'avez-vous pas essayé que ces gens reviennent au Katanga ?  
R- J'ai exécuté les ordres de Brown tout en restant à Dilolo où  
j'ai chargé ma voiture et mes bagages pour Lobito pour être libre de  
mes mouvements.

Q- Donnez-nous les raisons pourquoi vous avez été remis à la frontière par les autorités portugaises et que vous étiez suspectés ?

R- Il se pourrait que Brown a chargé les autorités de m'expulser pour pour être libre de ses mouvements en Angola.

Q- N'avez-vous rien d'autres à déclarer ?

R- Je n'ai exécuté que les ordres reçus du Col Brown.

Fait à Kolwezi, le 19 janvier 1963.

Interrogatoire effectué par MM. PUREN ET BARTIER.

(sé) Capt BARTIER

(sé) Major PUREN

Le 4 mars 1963

A Son Excellence Monsieur le Président  
de l'Etat du Katanga

Excellence,

J'ai l'honneur de vous adresser ce rapport concernant les activités après notre rencontre à TEXEIRA, où vous nous avez défini les charges immédiates de notre mission à savoir :

- réparation en mise en état de vol du DC.3
- inventaire du stock de tout le matériel aviation en Angola.

Comme convenu avec le Colonel NETO de l'Armée portugaise, je suis parti à LOANDA la semaine suivante. Là, les Autorités Portugaises m'ont poliment informé de ce que Votre Excellence ne leur avait rien demandé si ce n'est de mettre au sol et d'entretenir tous nos avions à LOANDA; de ce qu'ils allaient dresser eux-mêmes les inventaires et quand ce serait fini, en donner la liste à B. DENAERT qui, d'après eux est le seul que vous ayez désigné pour traiter de tout ce qui a rapport aux choses militaires.

Une telle attitude m'a d'autant plus plus déçu que les autorités portugaises se trouvaient à TEXEIRA quand Votre Excellence a spécifié la nature de ma mission.

Malgré l'opposition des autorités, je me suis arrangé pour dresser l'inventaire des fûts d'essence aviation :

- à la date du 10 février 1963, il y avait :
- . 2.349 fûts d'essence (j'en avais expédié 2.400)
- . 10 fûts d'huile
- . 16 " de mazout
- . 256 " de kérozène pour avions à réaction (j'en avais expédié 266 de Kolwezi).

Pour les avions maintenant, j'ai dû les remettre tous aux mains du Capitaine SANTOS (le 19/2) et le 23/2, un pilote portugais a craché le Piper en décollant. Il s'est tué et a démoli notre avion. Nous avons fait une enquête et vous trouverez ci-joint le rapport d'accident d'après lequel il ressort clairement que tout le blâme peut être imputé au pilote portugais.

Comme cet appareil était pratiquement neuf (il avait surtout servi à l'entraînement des candidats pilotes katangais, sans accident du tout) et que le pilote portugais a décollé alors que notre pilote l'appareil, nous recommandons à Votre Excellence d'exiger des autorités portugaises le remboursement de cet avion.

J'ai provisoirement renvoyé la plupart du personnel, à l'exception de 5 pilotes, dont un est également mécanicien.

Nous attirons l'attention de Votre Excellence sur le fait que nous avons encore un FOUCA à KISENGE. Nous ne pouvons l'en faire bouger à moins que Son Excellence n'en donne l'ordre, à condition, bien sûr, qu'il trouve opportun d'enlever cet appareil de KISENGE.

Nous avons également de l'équipement en Afrique du Sud, dont un avion DOVE et un avion HERON, et pas mal d'équipement. Nous devions discuter de ce matériel le samedi où Votre Excellence est partie pour l'Europe, et j'attends toujours l'ordre d'aller en faire le relevé. De toutes façons, je me suis arrangé pour faire bloquer pour le KATANGA, tout le matériel que nous avons là-bas, afin qu'il ne soit pas délivré à Elisabethville pour le moment.

Comme, pour l'instant, nous ne pouvons rien faire en Angola, puisqu'au si bien les autorités portugaises nous ont enlevé toute initiative, nous nous permettons de demander à Votre Excellence qu'elle nous envoie en Afrique du Sud où nous pourrions inventorier le matériel.

De plus, la Sûreté sud africaine m'a informé de ce que Monsieur BURTON essayait de revendre en Afrique du Sud, 7 moteurs de DORNIER (ils peuvent aussi être montés sur Piper Comanche et Aztèque et chacun vaut à peu près 2.000 livres); qui provenaient du Katanga. J'ai pris l'initiative de faire également bloquer ces moteurs jusqu'à ce que Votre Excellence prenne ses dispositions à leur égard.

La situation psychologique se détériorant à LOUSO, je suis revenu à DIEOLO où j'attends les instructions de Son Excellence.

Nous espérons avoir bientôt de Ses nouvelles, de recevoir des instructions précises et les finances nécessaires pour les mener à bien, étant donné que, pour le moment, nous avons dû faire revenir de l'argent d'Afrique du Sud pour financer le séjour que nous avons passé en Angola.

Nous remercions Son Excellence de Sa haute attention et la prions d'agréer, l'assurance de notre respectueux dévouement.

(sé) PURÉN J.C.

RAPPORT CONCERNANT LES EFFECTIFS  
STATIONNES EN.....

Le Commandant R. D..... A Son  
Excellence Moïse Tshombe Président du  
KATANGA.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la mission que vous m'avez  
confiée et définie lors de notre dernier entretien.

A savoir que :

- a) sélection de l'effectif européen
- b) maintien de l'effectif katangais
- c) rapport sur l'état d'esprit du détachement
- d) administration du détachement
- e) inventaire du matériel.

a) SELECTION DE L'EFFECTIF EUROPEEN : Depuis notre départ de Kolwezi,  
l'effectif, après recensement à Dilolo, était de 130 hommes environ. Un premier  
départ de 70 hommes sur l'Europe eut lieu, le reste se trouvant à LUSO. A la date  
du 1<sup>er</sup> février après être rentré en territoire Angolais avec le dernier groupe,  
l'effectif européen de 60 hommes environ.

Devant opérer une sélection définitive j'ai dû éliminer certains éléments  
ne remplissant pas les conditions requises aux buts par vous déterminés, ce qui  
porte l'effectif actuel des européens à 30 environ.

b), MAINTIEN DE L'EFFECTIF KATANGAIS : L'effectif katangais reste à ce  
jour inchangé soit = 240 hommes.

c) ETAT D'ESPRIT DU DETACHEMENT : Il s'avère qu'à l'heure actuelle suite  
à l'élimination de certains éléments et aux décisions énergiques que j'ai dû prendre  
afin de remplir consciencieusement la mission que vous m'avez confiée, et, étant  
donné que les éléments restants sont principalement du groupe de Cpt SCHRAMME et du  
groupe Cdt DENARD un esprit de clan est demeuré; et de part et d'autre des propos  
déplacés, des bavardages inconsidérés ont créé une très mauvaise ambiance ce qui  
n'a pas manqué d'avoir des répercussions sur les éléments katangais vu que ceux du  
groupe vert sont originaires de la région de Baudouinville et que ceux du groupe  
rouge sont de la région d'Elisabethville.

Il est évident que le manque d'actions communes créé par la situation  
actuelle en est pour beaucoup le facteur déterminant.

d) ADMINISTRATION DU DETACHEMENT : Ence qui concerne l'administration et la gestion du détachement, jusqu'à présent il ne m'est pas possible de créer une organisation ainsi qu'un nouveau statut tant que nous ne serons pas installés définitivement dans un camp, et qu'un budget ne me sera pas alloué et défini pour l'entretien et le paiement du détachement.

Jusqu'à ce jour et actuellement les sommes remises par le Opt BARTIER sont en Frs katangais = 5.000.000 qui ont été utilisées durant le stationnement du détachement à Dilolo ainsi que pour le personnel du détachement civil stationné à TEXEIRA DE SOUSA. Le solde ayant été échangé lors de notre passage en Angola au taux de 1 contre 10 pour permettre de subvenir aux premiers besoins du détachement. A cela s'ajoute la somme de 1.200.000 Escudos représentant le soldé du détachement pour 3 mois plus frais divers dont justificatifs seront fournis. Tenant compte que le ravitaillement est assuré par les autorités Portugaises.

e) INVENTAIRE DU MATERIEL : Le matériel se trouvant en Angola et devant être stocké à LUANDA, à ce moment seulement il me sera possible de dresser un inventaire complet. Les autorités Portugaises m'ont assuré que ce matériel reste à votre disposition et que seul vous restez l'autorité à pouvoir en disposer.

CONCLUSION : Il est absolument nécessaire de bien définir les buts à atteindre, afin que chacun prenne conscience du rôle qui lui incombe. En conséquence, je pense que pour mener à bien la mission que vous m'avez confiée, il est indispensable que :

1° Avant toute chose, d'effectuer le règlement définitif du contentieux arriéré, afin que plus aucune réclamation ne puisse par quiconque être formulée et de fait ne plus attirer l'attention sur l'affaire katangaise.

2° Soit confiée et incontestée mon autorité dans la mission que vous m'avez confiée.

3° Soit mis à ma disposition (sans nul intermédiaire) les moyens tant matériel que financier clairement défini par vous-même afin de pouvoir établir une base de travail concret et positif.

4° Soit défini les nouveaux statuts et règlements sanctionnant et régissant ces statuts afin d'obtenir du personnel devant vous servir un engagement inconditionnel, le programme restant à définir. Il sera soumis à votre approbation.

Ces principaux points étant à mon sens la base d'un bon départ, il est nécessaire de remédier dans les plus brefs délais possible à la situation actuelle. Veuillez trouver ci-joint les différents rapports et copie de lettres sur les activités qui nous intéressent.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma plus haute considération et à mon entier dévouement à la cause qui nous est chère.

Votre Dévoué,

(sé) Commandant DENARD Robert.-

Raymond REITH  
B. P. 143  
306, Avenue Jadot  
K I P U S H I.

avril 1963

A Monsieur Moïse TSHOMBE  
Président de l'Etat du Katanga.

Monsieur le Président,

Par la présente je me permets de vous rappeler que vu ma situation actuelle, je séjourne toujours à Kipushi.

En effet, au service de Monsieur Mwenda Odilon à la délégation permanente du Katanga en Belgique, celui-ci a pu apprécier mes sentiments vis-à-vis de votre peuple, c'est pour cela qu'en 1961, j'ai rejoint l'Etat pour mieux servir la cause. Après avoir fait partie des groupes mobiles, j'ai patrouillé dans tout le nord, jusqu'au moment où je fus rappelé à Elisabethville pour collaborer à la création du premier bataillon para-commando avec qui je suis resté jusqu'au moment de mon expulsion. Contrairement à beaucoup d'autres, je suis resté et j'ai rejoint Kipushi le 10 septembre 6k où je me mis à votre disposition. A ce moment là vous me donniez comme mission l'organisation du petit aérodrome local ce que je fis. En décembre 6k, je pris part à tous les bombardements aériens de la Luano en tant que largueur de bombes. Après cela je fis partie de l'équipage qui ravitailla Kongolo avant la reprise de cette région par les Forces Katangaises. Etant très intimement lié avec les autorités locales et avec le peuple j'ai obtenu un contrat à l'Union Minière siège de Kipushi où je suis en service actuellement.

Un jour viendra où l'O.N.U. quittera ce pays et je crois qu'à ce moment là vous aurez besoin de toutes les bonnes volontés africaines et européennes (qui seront rares). Je ne puis admettre que vous ayez remis et déposé les armes sans être convaincu que vous pourrez reprendre votre Etat en main et devenir plus fort qu'auparavant. Je vous certifie qu'au moment opportun vous pourrez toujours faire appel à moi pour autant que l'Union Minière m'y autorise et que je ne perde pas ma place à cette société qui me permet de gagner ma vie et nourrir ma famille qui est africaine, j'ose espérer que tout cela sera fait avec la discrétion nécessaire dans le but de ne pas nuire à ma situation à moins que la société soit mise au courant et me cède provisoirement à votre service.

Les autorités de Kipushi vous confirmeront mon état d'esprit pro africain ainsi que plusieurs de vos collaborateurs africains.

J'ose espérer recevoir de vos nouvelles et entretemps, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

(sé) Raymond REITH.



# DETAIL DU COMPTE " REFUGEE "

Devises	Montant	Au cours de :	Contre-valeur en frs.
Couronnes suédoises	55.000,-	9,66	531.300,-
Deutsches marks	380.000,-	22,50	4.740.000,-
Dollars canadiens	20.000,-	46,--	920.000,-
Dollars Etats-Unis	190.000,-	49,75	9.452.500,-
Florins Pays-Bas	80.000,-	13,80	1.104.000,-
Francs belges	98.000.000,-	au pair	98.000.000,-
Livres italiennes	15.000.000,-	0,08(0,08)	1.200.000,-
Francs français	270.000,-	10,15	2.740.500,-
Livres sterling	105.000/-/-	140,--	14.700.000,-
	TOTAL	Francs: : : : : :	133.398.300,-

Ce 25 avril 1963

( Ces montants se trouvent en dépôts à l'étranger ).

Major J. C. PUREN.

Elisabethville, le 22 mai 1963.

A Son Excellence Monsieur le Président  
Moïse Tshombe.

Concernant : FIELDS, S. A.

Excellence,

J'ai l'honneur d'informer Son Excellence de ce que la firme FIELDS, S. A., continue à travailler sur le Héron et le Dove, comme si rien n'avait changé. Le DOVE KAT-15 est terminé. Le HERON sera prêt dans un délai approximatif de six semaines. J'ai été moi-même me rendre compte de l'avancement du travail sur ces appareils.

J'ai l'honneur d'annexer, ci-joint, la facture de la firme FIELDS, S.A.

Je tiens à respectueusement attirer l'attention de Son Excellence sur le fait que les appareils COMANCHE KAT-II9, DOVE KAT-22, et DAKOTA VP-YSK, se trouvent actuellement en Angola.

La facture de FIELDS se solde par un crédit en leur faveur de 18.500 R montant qui nous reste à payer pour couvrir tout ce que nous leur devons, y compris la réparation du Dove KAT-15 et du Héron.

Les directeurs de FIELDS, que j'ai eu l'occasion de rencontrer, m'ont réaffirmé leur confiance en Son Excellence, et sont tout disposés à attendre un laps de temps raisonnable avant de réclamer leur dû.

Avec la permission de Son Excellence, j'ai l'intention de, sitôt le jugement rendu, commencer les formalités pour faire immatriculer le Dove KAT-15 en Afrique du Sud.

Je remercie Son Excellence de Son attention et La prie de bien vouloir croire en l'assurance de mon entier dévouement.

(sé) J. C. PUREN.

FIELD AIRCRAFT SERVICES AFRIA LIMITED.

AVIATION MILITAIRE KATANGAISE.

ETAT DU KATANGA.

9th May, 1963.

Statement of Account.

August, 1962	CB.176	By payment received KA-T22		R10,461.50
31/8/62	336	To Check IV KA-T22	8,596.53	
	338	" " " "	174.52	
12/9/62	339	" Supplying tools	402.11	
14/9/62	342	" Hotel Accommodation	89.51	
25/9/62	368	" Comanche Spares	81.06	
25/10/62	502	" Accommodation expenses	61.05	
	501	" Supplying tools	48.40	
	509	" Supplying Service Manual.	1.88	
30/11/62	670	" Repairs Dove KA-TDC	48.09	
20/12/62	699	" Costs attending & loading KA-TDC	5.00	
	697	" Refuelling Comanche KA-119	8.88	
	677	" Repairs Comanche KA-119	4,099.73	
14/12/62	676	" Spares Components. KA-119	195.00	
5/12/62	671	" Supplying Components for Dove	555.00	
21.12.62	714	" " Spares - Dove 15 & 22	459.80	
	713	" Repairs - Dove KA-T15	7,422.43	
7/11/62	567	" " Dakota VP-YSK	371.16	
30/12/62	721	" Landding Fees - VP-YSK	9.77	
		By payment received		3,283.00
28/1/63	798	To supplying Maintenance Manual	31.94	
31/1/63	879	" Supplying Fitting Spar KA-T15	358.59	
30/4/63	1325	" Repairing 2 Hartzell Propellers	133.72	
		" Overhaul of Heron as per quotation.	23,130.00	
		" Overhaul Radio equipment Heron	250.00	
		" Modification to rear wing spar attachment (found cracked on X-Ray)	710.33	
30/12/62	CB.183	By Payment received - Heron		15,000.00
			R47,244.50	R28,744.50
		Balance C/E/		18,500.00
			R47,244.50	R47,244.50

TO BALANCE BROUGHT FORWARD DUE BY YOU.

R18,500.00

D. C. RICHON  
Union Aéromaritime de Transport  
Compagnie Française de Navigation Aérienne  
Aéroport du Bourget.  
Direction.

Le 23 mai 1963.

Cher Monsieur le Président,

Je vais confier ce mot à Madame Tshombé sur le voyage de qui je vais veiller tout à l'heure, de façon à ce que, dans les circonstances pénibles qu'elle vit, Elle fût l'objet des meilleurs attentions de notre part.

Il faut aussi vous dire que, sauf avis contraire de votre part, nous vous attendons ici samedi matin, comme initialement prévu.

Notre ami " D U M O N T ", en compagnie de qui vous m'avez vu récemment à Salisbury, et nous avons vu pas mal de questions vous intéressant et jugeurs qu'il sera très important que vous soyez ici à partir du 27 mai. Il y aura, en effet, beaucoup de personnalités à rencontrer au moins pendant une semaine.

Ensuite, nous déclencherons pour vous une série de voyages, comme "DUMONT" le laissait précédemment comprendre.

Faites nous donc savoir par cazenave de toute urgence si vous maintenez votre projet de voyage ou comment vous entendez le modifier particulièrement au regard du fait que les personnalités à rencontrer commenceront à quitter la France vers le 30 mai.

L'ami DUMONT, à la suite d'une conversation avec BEAUVAIS m'a demandé de vous rassurer sur la question des formalités à votre arrivée. Même sans passeport, d'accord avec le sommet, vous pourrez venir, tout est paré, même si, pour des raisons matérielles BEAUVAIS n'est pas encore avisé.

Par ailleurs, nous sommes préoccupés par le dernier vote intervenu à Léo concernant votre province et aimerions ainsi votre opinion. Acceptez tous mes respectueux sentiments.

(sé)CH. RICHON.

heu  
mes casariés ?

de Gaulle ?

Entretien chez le Ministre d'Etat Joseph ILEO,  
le mardi 4 juin 1963, à 15h.00, à E'ville

---

Etaient présents :

- M. A. NASHASHIBI, Représentant ONUC
- Le Ministre d'Etat Joseph ILEO
- Col. WORKU, HK Katanga Area
- Col. BOBOSO, ANC

Il est question de l'incident de Kolwezi.

*a plant*

M. Iléo : J'aimerais vous dire ce que j'ai pu obtenir comme renseignements au sujet de cet incident. J'ai pris contact avec l'Union Minière et le Consul de Belgique. L'homme qui a été tué s'appelait M. Renouprez et était l'ami de M. Andrieux, le type mort à Kipushi. Il faisait partie d'un des groupes suspects, parce que depuis quelque temps, nous avons pu découvrir deux groupes suspects qui semblent se rechercher l'un l'autre. Donc ce M. Renouprez faisait partie d'un groupe et M. Andrieux de l'autre. M. le Consul de Belgique m'a justifié ces noms. Et lorsque j'ai entendu ce nom de R. cela m'a révélé quelque chose car j'avais vu des documents qui portaient ces noms-ci. Je pourrais vous donner la liste de tous ces noms qui font partie de ces deux groupes d'une façon très confidentielle (le Ministre présente à M. Nashashibi une liste). J'ai également montré cette liste au Consul de Belgique. Il semble que la mort de ce monsieur n'est pas tout à fait liée aux incidents de hier. On pense peut-être qu'il aurait pu être tué et amené dans une voiture. Des européens à Kolwezi ont même dit à cette personne de quitter la ville parce qu'on savait qu'il était là et que c'était dangereux pour lui. Cette mort du reste n'a suscité aucune réaction parce qu'on le connaissait comme étant un cas dangereux. Cela me l'a été confirmé car j'ai discuté pendant trente minutes avec le Consul de Belgique à ce sujet. M. Fortemps, de l'Union Minière m'a dit que c'était le fils d'un colon qui est mort, mais pas le père. Il faudrait que nous poussions l'enquête au plus loin pour savoir exactement ce qui en est.

M. Nashashibi : Quels sont les renseignements sur les trois autres personnes qui ont été tuées ?

M. Iléo : Suivant les renseignements que j'ai pu obtenir, il y a eu une bagarre. Les soldats se trouvaient dans un bar, dans la cité africaine et les policiers sont arrivés là bien armés. Alors les soldats ont désarmé complètement les policiers et sont partis porter les armes au camp. La bagarre a continué, d'après ce qu'on m'a dit,

ils ont tiré et il y aurait eu quelques tués. M. Fortemps m'a dit que c'est le Consul qui le lui avait dit. Je rapporte ce qui m'a été dit.

J'ai eu cependant d'autres renseignements qui ne veulent pas dire la même chose. Il n'a pas été prouvé que les soldats auraient tué. Car M. Fortemps n'a pas parlé de fusils. Le Directeur de la Sûreté a ajouté que les soldats seraient venus avec des mitrailleuses. Ils ont commencé à tirer sur toutes les voitures qui paissaient. Je me suis dit ; "Si les soldats étaient partis, comment ont-ils pu arriver tout de suite" ? Or, ce n'est pas cela, ils n'ont pas su que les soldats étaient venus avec des mitrailleuses.

Col. BOBOSO - Il y avait cinq cartouches qui ont été trouvées. Elles ont été tirées par les policiers.

M. Iléo : Je suis très sceptique lorsque je reçois une information de M. Fortemps car il a tendance à déformer les choses ou à les exagérer.

Col. Worku : Ils ont avoué qu'ils avaient désarmé les policiers. M. F. dit qu'ils sont allés avec leurs armes dans le camp. Ensuite, que le type aurait été tué par le propriétaire du bar. Si on désarmait les policiers, ce doit être certainement les soldats qui ont tiré.

M. Iléo : Je veux vous parler d'une information que j'ai recueillie sur Jadotville. C'est le propriétaire du bar qui aurait tiré. Aujourd'hui même, j'ai dû téléphoner à M. Fortemps. On m'a aussi donné cette information d'ici, de la Sûreté, donc ce n'est pas un délégué de Léo, donc une personne favorable à nous. Je vous dit cela car c'est la population civile qui va de nouveau souffrir. Un groupe de l'Union Minière prépare un coup contre l'ANC. Ils ont des armes et attendent une occasion pour provoquer des incidents à quelque part. Sur qui vont-ils tirer ? Je connais un homme de la Sûreté, M. Félicas. Cet homme ne m'a jamais rien raconté de faux. Et il est venu me le dire parce qu'il a peur. Je vous le dis afin que nous prenions des mesures pour éviter que le sang coule. J'ai demandé à M. F. les noms des personnes qui voulaient provoquer ces troubles. Et j'ai tout de suite téléphoné à M. Fortemps car il ne faut pas que ces gens profitent de cet incident récent pour provoquer des troubles à Jadotville.

Dans le cas de M. Renoupré, c'est un de ces groupes qui veut organiser ce terrorisme qui est dirigé contre les européens. Il faudra qu'on fasse bien attention.

Col. Boboso : Tous les militaires sont armés et sont en état d'alarme. Tout le monde a été alerté.

Col. Worku : Il paraît que dans le cas de Kolwezi, le Major de la place et les Onusiens ont commencé à faire l'enquête. Vous ne pensez pas qu'il serait logique d'envoyer demain quelqu'un sur place pour ne pas qu'on puisse nous reprocher que nous n'avons pas pris des mesures ?

Nous avons discuté de l'affaire de Kolwezi, la compagnie de l'Etat-Major. Maintenant, il y a une force ~~fixe~~ effective d'une compagnie de 75 hommes. Vous ne pensez pas qu'il faudrait renvoyer ces hommes pour tranquilliser la population ?

M. Iléo ; Voici les difficultés comme elles se présentent. J'ai ici M. Mpase qui est Chef de cabinet et B... et tous les autres sont là pour les aider. Or, si vous laissez là le Major seulement et les officiers de cadre, comment vont-ils travailler ?

Col. Worku : Mais nous ne connaissons pas l'aspect militaire. On avait dit qu'il n'y avait pas assez de logements et aucune importance d'avoir une force dans la ville.

M. Nashashibi : Un fait est établi, c'est que ce n'est pas les officiers qui ont tiré puisqu'ils étaient désarmés. Il est très<sup>m</sup> probable que le propriétaire du bar ait tiré. Le propriétaire d'un bar est intéressé à faire la paix et non à faire couler le sang ? Alors que reste-t-il ?

Col. Worku ? Hier, lorsque nous avons été sur place, combien y avait-il de troupes ?

Col. Boboso : La Compagnie d'Etat-Major, l'Administration, service de santé, renseignements, état-major du Bataillon. Le 8ème bataillon doit s'installer en brousse. Le 3ème bataillon doit aller à Jadotville et à Shinkolobwe. A Jadotville, ce n'est pas la même chose. Une compagnie de l'Etat-Major doit s'installer à Jadotville pour donner des ordres. Nous en avons discuté la première fois, Col. Worku, une compagnie à Jadotville, une à Shinkolobwe et une autre à Kolwezi.

Col. Worku : On a ~~xxx~~ déjà discuté de cette question ici. Le Gouvernement Central veut que le reste des bataillons arrive. M. ??? de Léopoldville est venu ici. Et l'on a souligné le problème des deux autres compagnies qui doivent être transférées en avion. Alors, donnez-nous du temps pour informer New York. Je pense que maintenant tout le reste du bataillon est ici. Comme pour l'administration, il faut une force de 10 à 15 hommes.

Col. Boboso : 10 à 15 hommes, ce sont des détachements de liaison.

(Une discussion s'élève entre le Col. Worku et le Col. Boboso au sujet de la formation des bataillons de l'ANC mais en termes très confus).

Col. Worku : M. Le Ministre, lorsqu'on avait demandé la nécessité d'avoir une compagnie à Kolwezi, nous avons demandé que ce soit qu'une force représentative et non 100 à 150 hommes. Tout d'abord, il n'y a pas de nécessité de mettre ces forces dans la ville. Il n'y a pas assez de logements. Nous avons parlé d'une force de 10 à 15 hommes, attachés au Cdt du secteur de Kolwezi. Maintenant, le Col. Boboso dit que ce n'est pas à l'ONUC de décider le nombre des troupes.

M. Iléo : Je comprends évidemment ce que vous dites. J'ai déjà eu l'occasion de dire encore ici que c'est exact. Vous présentez toujours l'aspect du problème sur le plan international. D'un autre côté, il faudrait essayer de nous comprendre. Nous sommes aujourd'hui au moins de juin. Dans six mois, nous n'aurons plus l'occasion de discuter avec vous pour placer nos troupes comme nous le voulons. Six mois, ce n'est pas beaucoup, c'est si vite passé. Je suis étonné que les cinq mois que je viens de passer ici se soient écoulés si rapidement. A la fin de l'année, il n'y aura ici plus que le Représentant civil qui ne pourra plus nous donner des ordres quant au placement de nos troupes. Sur le plan militaire, nous serons seuls à nous tirer d'affaire comme nous le pourrons et il faut que nous puissions déjà maintenant habituer les gens à nos soldats, à nos troupes. Naturellement, l'ONU, elle, aura réussi sa mission jusqu'au bout. Elle aura tout fait. Mais comprenez-vous aussi notre position. Nous voulons aussi que lorsque nous reprendrons tout en mains, nous ayons le moins de difficultés avec les gens et il faut que ces gens soient déjà habitués à nos troupes.

M. Nashashibi : En d'autres termes, vous voulez essayer d'habituer les troupes congolaises de prendre les choses en mains.

D'un autre côté, l'ONU pense que ce n'est pas nécessaire d'envoyer un bataillon à Kolwezi. La durée de cette mission est une question tout à fait indépendante. Nous ne pouvons pas la faire dévier de sa direction qui est bien déterminée. Il n'est pas propice d'envoyer des soldats à Kolwezi qui ne serviraient qu'à effrayer la population.

M. Iléo : Cette situation ressemble fort à la situation que nous avons connue avant l'indépendance. Nous avons donc demandé aux belges à l'époque d'habituer tout doucement les congolais à la direction des affaires de leur pays ~~et~~ ils nous ont toujours répondu : " Nous avons le temps !, dans 10 ou vingt ans, nous aurons le temps de le faire." Ainsi, après l'indépendance, nous nous sommes trouvés dans une situation imprévue et très brusque jusqu'au moment où nous nous sommes rendus à la Table ronde à Bruxelles. La Belgique n'était pas convaincue à ce moment-là encore que le Congo allait avoir son indépendance. Mais à la table ronde, les hommes politiques se sont entendus comme un seul homme pour nous donner l'indépendance le 30 juin. Alors, elle n'a pas eu le temps de préparer les gens. Et j'ai peur que cela se reproduise une seconde fois, je crains que cela arrive. Vous connaissez notre point de vue à ce sujet. Nous avons déjà parlé de ce problème plusieurs fois.

Quant à nous, nous aimerions maintenir les Forces de l'ONUC au Congo, mais ce n'est pas nous qui pouvons décider, ni le Gouvernement central, ni le peuple. Maintenant, nous sommes devant une chose. Nous voyons le problème sous la seule optique, c'est que les forces de l'ONUC vont partir à la fin de l'année.



M. Nashashibi : Je vois très bien ce que vous voulez dire, M. le Ministre. Cette question, celle du temps, suivant laquelle vous vous croyez obligé de devoir prendre les congolais en mains. Cette question ne dépend pas de moi. Je vous propose de m'écrire une lettre à ce sujet, très détaillée. Je la transmettrai à Léo et ensuite à New York. Mais ce qui nous inquiète en ce moment, c'est qu'il y a eu un accord pour qu'une mission de l'ANC soit maintenue à raison de 10 à 15 hommes. Cet accord n'a pas été compris comme il devait l'être. Et le fait est que les 10 à 15 hommes officiers ont été augmenté à 60. Cela a certainement eu un effet dans l'incident qui a eu l'hier. Je vous le demande instamment encore une fois, que vous retiriez les 60 personnes et que vous laissiez les 10 à 15 hommes seulement. Et entre temps, nous tâcherons d'obtenir un accord de Léo et de New York sur ce que vous me suggérerez. Si les 60 soldats sont indivisibles, il faut les retirer. Léo est extrêmement fâché et inquiet. Lorsque je suis allé hier à Kolwezi, le Col. Boboso m'a promis que les instructions que ~~vous~~ lui ~~avez~~ données par téléphone seraient exécutées mais d'après les discussions qu'il y a eut, il se peut qu'il y ait eu un malentendu. Alors, je me suis arrêté pour venir vous consulter à ce sujet. Je voulais que cette chose soit faite avec tous les intéressés.

M. Iléo : Moi-même, j'ai eu beaucoup de difficultés avec ces problèmes. J'ai eu beaucoup de discussions avec M. Mathu, le Col. Worku et le Général Prem Chand. J'ai été même à Léo avec le Général et j'avais décidé de donner ma démission. J'étais aller leur dire que je voulais renoncer à mon poste. Je comprends très bien votre point de vue. Je vois très bien comment vous dissociez les deux problèmes. Vous savez, sur le plan du principe, nous sommes tout à fait d'accord, mais dans mon esprit, je peux vous montrer le côté pratique. Cela nous préoccupe plus que le côté du principe. Quand je vous dit qu'il faut habituer les soldats. L'esprit et la mentalité ici sont assez drôles. La plus grande partie des habitants ici, ce sont des belges. Ce n'est pas en quelques mois que nous pourrions les changer. Changer l'esprit ici et la mentalité est un travail bien plus long. C'est sur cela que je veux attirer votre attention. Nous allons nous trouver avec l'affaire katangaise comme avec l'affaire Belgique. Je préfère donc mieux la discuter maintenant, au besoin de me battre avec l'ONUC pour qu'elle réalise qu'ici il y a des difficultés. Si lors des récents incidents, ici en ville, nous avions dit aux soldats d'abandonner tout, nous n'aurions pas réglé le problème. Au contraire, nous avons rapproché nos soldats au centre, au camp Massart. Parfois, les gens ont crié, dans la presse, partout on s'est fait critiquer. Maintenant, nous avons les troupes ici et tout est redevenu calme. Et tout le monde trouve normal d'avoir des troupes de l'ANC dans la ville. Vous avez vu aussi le cas à Kipushi, quelles protestations les gens n'ont-ils pas faites. Nous avons maintenu et dit non ! Les troupes doivent rester là. Ils ont fini par céder. Vous verrez avec l'histoire de Jadotville, l'atmosphère va changer.

J'ai eu récemment des délégués de l'Union Minière. Je leur ai dit : "Si vous n'êtes pas contents, partez tous, fermez vos usines !". Vous savez ce qu'ils ont répondu ? "Nous demandons que vos soldats viennent s'installer à Jadotville. Le Consul de Belgique était présent comme témoin. J'ai de la peine donc à accepter de retirer les soldats à Kolwezi et je croyais que vous alliez me trouver une autre solution à ce problème difficile. L'opinion européenne n'a pas eu le temps de s'adapter. Nous devons essayer d'enrayer des incidents. Nous devons réunir les causes et trouver des méthodes. Et je vous demande avec insistance : " S'il faut que moi, je me rende à Léo pour discuter avec le Premier Ministre, je le ferai, mais pour le moment, je veux que mes troupes restent encore là. Elles doivent aussi s'habituer à cette mentalité belge.

Col. Worku : J'ai vu à Léo lors de mon dernier passage, que lorsque les policiers ont fait la bagarre, il y avait l'armée congolaise qui faisait le contrôle. Elle était très disciplinée. Mais ici, pourquoi les soldats tirent toujours sur les civils ?

M. Iléo : Je vais vous dire pourquoi. Avant l'indépendance, il y avait une forte discrimination raciale, il faut l'avouer. Et après l'indépendance et après cette anarchie que nous avons connue dans tout le Congo, les choses se sont remises en ordre et l'esprit a changé brusquement. Les européens qui étaient partis - il y en avait env. 20.000 à Léo et il n'en restait en Octobre 60 plus que 500 - sont revenus avec un esprit complètement changé. Ici, au Katanga, ils ne sont pas partis et sont restés avec le même esprit, et les mêmes coloniaux ont gardé l'esprit d'avant l'indépendance parce que mes amis du Gouvernement katangais ont continué en leur faveur.

Maintenant, la situation a changé, mais l'esprit est resté le même. Et le Gouvernement central, nous ses représentants et les soldats de l'ANC y rencontrent ce même esprit d'avant l'indépendance. J'ai souvent discuté avec les représentants de la Presse. Je leur ai dit ce que je pensais et que je ne pouvez plus les supporter. Je peux vous montrer des lettres d'européens qui me demandent de leur trouver une situation. Ceux qui sont partis veulent revenir.

M. Nashashibi : Nous devons revenir à la question qui nous amène ici. J'ai, M. le Ministre, toute la compréhension possible pour vous. La question d'habituer les troupes congolaises mérite un plus grand examen, mais maintenant, à l'ONUC, nous avons une ligne qui a été tracée. Je ne peux pas aller en dehors des directives qui me sont données. New York et Léo décident et l'accord a été fait, c'est d'avoir 10 à 15 hommes à Kolwezi. Je regrette infiniment, mais nous ne pouvons pas faire de concessions ici. Et si vous avez la bonne volonté de retirer vos 60 hommes, je transmettrai votre point de vue à Léo et ce sera de toute façon une mesure provisoire parce que ce n'est pas le moment propice, surtout après ces incidents de hier, de discuter encore. La question est d'amener des négociations sur un niveau plus élevé. Cependant, je vous demande de me donner une réponse. et je vous demande instamment de donner des ordres afin que les troupes soient retirées en ce moment. Quant à moi, je vous promets en retour de transmettre votre point de vue avec toute la compréhension possible et la meilleure volonté.

M. Iléo : Je regrette de ne pouvoir vous répondre pour le moment mais

je vais prendre contact avec le Premier Ministre à Léo et je veux lui faire l'exposé des discussions que nous avons eues. Dès que j'aurai une réponse, je vous la communiquerai. M. Dorsall à Léo a demandé de voir le Premier Ministre. Nous avons tout un programme à traiter ici. Je crois que de son côté M. Dorsall fera quelque chose et le Premier Ministre de son côté le fera également. Je vais encore essayer d'avoir Léo aujourd'hui.

Col. Worku (qui vient d'avoir une communication avec Kolwezi) : Le Cdt vient de m'annoncer que la situation va se gâter à Kolwezi. Il faut retirer pour un certain temps les troupes de la ville. A moins que vous donniez l'ordre de ne pas bouger. Le Commandant dit que la situation va mal.

M. Nashashibi : Je crois qu'on devrait retirer les soldats à Nzilo I et Nzilo III.

M. Iléo : J'ai l'impression que d'ici janvier prochain, nous allons rencontrer de grandes difficultés. Quant à l'ONU, elle aura réussi devant l'opinion internationale et l'on dira encore, ce sont toujours les congolais. J'ai de l'expérience dans ce domaine.

M. Nashashibi : Votre Excellence, c'est une opinion à laquelle j'adhère de toute ma force et je vous le demande encore de retirer vos 60 soldats qui se trouvent à Kolwezi et qu'elles rentrent à Nzilo I et Nzilo III.

M. Iléo ; Cela me met dans une situation difficile.

M. Nashashibi : Si vous ne le faites pas, cela me met aussi dans une position assez difficile.

M. Iléo : Je comprends votre point de vue. Je suis convaincu que jusqu'au mois d'octobre, nous allons nous trouver encore avec des problèmes comme celui-ci. Et il est certain que nous allons de nouveau devant une catastrophe au Katanga, mais si cela se répète, moi je demanderai d'aller à New York pour accuser l'ONU. On ne pourra pas dire que je ne les ai pas prévenus. Je pressens ce qui va arriver.

M. Nashashibi : Je peux vous rassurer que tout ce que vous venez de dire ici sera transmis à Léo et à New York.

M. Iléo : Bien sûr, ce sera transmis, mais la manière dont Léo verra le problème et la manière dont New York verra aussi le problème, cela ce sera encore une autre affaire. Et si on accuse l'ANC, nous serons là devant une difficulté inouïe. Aujourd'hui si les gens de l'Union Minière ne s'en vont pas, c'est parce que les troupes de l'ANC sont encore là. Mais si l'ONU part, à ce moment-là, ils vont nous saboter toutes les installations et ils vont tous partir. Tshombe a toujours cédé à ses hommes, ce sont eux qui me le disent maintenant. C'est pourquoi je voudrais que,

au moment où l'ANC est là, nous puissions profiter en même temps de la présence de l'ONUC pour que les choses s'arrangent. Si nous avions le pouvoir de vous donner des ordres, nous vous dirions : "Restez encore deux ans au moins ". C'est pourquoi je voudrais faire la mauvaise tête vis à vis de vous parce que je sais qu'en vous ne suivant pas, c'est un point pour moi et en vous suivant, cela vous satisfait mais cela ne me satisfait pas.

M. Nashashibi : La meilleure façon, Excellence, de garder les troupes de l'ONUC ici, ce n'est pas de leur créer des difficultés mais contrairement, de leur faciliter la tâche. Et c'est pour cela qu'il faudrait mettre à exécution notre point de vue. C'est mon point de vue.

M. Iléo : Je sais toute l'influence que les grandes puissances jouent à New York pour le départ de l'ONUC du Congo et je crois qu'ils vont avoir gain de cause.

Col. Worku : Nous nous excusons, mais nous devons partir.

Col. Boboso : Mais il n'y a pas de conclusion !

M. Iléo : Vous ne pourriez pas trouver une meilleure solution que de retirer les troupes ?

Col. Worku : Il semble que la situation ne s'arrange pas à Kolwezi d'après ce que vient de me dire le Cdt au téléphone. Ce dernier voudrait que les troupes se retirent. Ils vont sortir et commencer à provoquer des bagarres. Je veux éviter des malentendus car je ne veux pas que nos troupes aient des bagarres avec les troupes de l'ANC. Il ne faut pas que la situation s'aggrave. Et je voudrais que les troupes se retirent. Du reste, je vais faire tout de suite un rapport à Léo.

M. Nashashibi : Si même les troupes restent dans les camps et qu'un européen passe, ils tireront sur lui.

Col. Worku : Cela ne doit pas se faire.

M. Iléo : Nous pouvons les garder sur place et leur donner l'ordre de ne pas sortir pendant deux ou trois jours.

Col. Worku : Lorsque nous sommes allés à Kolwezi, nous avons vu des policiers civils armés. Nous avons donné l'ordre de vérifier pourquoi ils étaient armés. Et lorsque nous voyons que quelque chose n'est pas en règle, nous prenons des mesures. Mais pourquoi tuer des innocents ?

M. Iléo : Il faudrait quand même faire l'enquête pour voir si les troupes qui étaient présentes étaient complètement désarmées. Si ces policiers étaient sans arme, pensez-vous qu'il y aurait eu quelque chose . Je voudrais que si les policiers ont des armes, qu'ils soient accompagnés par les troupes de l'ONUC.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

ML-87

Elisabethville, 6 June 1963

TO: Mr. Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge ONUC, Leopoldville.

FROM: A. Nashashibi, Chief UN Representative in South-Katanga

A handwritten signature in dark ink, likely belonging to A. Nashashibi, is written over the 'FROM' line and extends to the right margin.

.....

Further to my ELLEO 912, para. 2, I enclose herewith the  
verbatim report of the meeting with Minister of State, Mr. J. Ileo.

.....

Further to my ELLEO 916, para. 1, I am also enclosing copies  
of seven documents given to me by the Minister of State, Mr. J. Ileo

6/14  
To: The Secretary General  
I have had this  
summary of the  
documents prepared  
for your use.

R—

Done  
26/6

# ROUTING SLIP

TO

Dr. Ralph Bunche

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Reference my unnumbered  
cable AAA of 9 June 1963.

DATE

10/6

FROM

Max H. Dorsinville

SUMMARIES OF TSHOMBE DOCUMENTS SEIZED  
BY CENTRAL GOVERNMENT IN ELISABETHVILLE

1. Letter to Tshombe from Commandant Robert Denard, undated, concerning Katangese troops in Angola.

This letter refers to 130 Europeans (apparently mercenaries) who were counted at Dilolo before crossing into Angola. Of these, 70 have been repatriated, leaving 60 along with 240 Katangese. The detachment is said to be composed of elements from the group of Captain Schramme (Baudouinville) and Commandant Denard (Elisabethville).

The letter discusses financial matters; 5,000,000 Katangese francs are said to have been used to pay the personnel in Dilolo as well as "personnel of the civilian detachment" stationed at Texeira de Sousa. An additional 1,200,000 Escudos represented payroll expenses in Angola for three months.

The letter states specifically that the supplies for the group are furnished by the Portuguese authorities. These authorities are also said to have taken over materiel stockpiled at Luanda where it continues to be kept at the disposal of Tshombe.

Denard recommends that pay arrears should be settled and the new regulations elaborated for the personnel who are to continue to serve Tshombe, this to constitute an "unconditional engagement".

Attached to Denard's letter is a statement of the "refuge account" deposited abroad as follows: 55,000 Swedish Crowns; 380,000 German Marks; 20,000 Canadian Dollars; 190,000 U.S. Dollars; 80,000 Dutch Florins; 98,000,000 Belgian Francs; 15,000,000 Italian Lire; 270,000 French Francs; 105,000 £ Sterling; the total amount on deposit is 133,398,300 Francs.

2. Letter dated 4 March 1963 from J.C. Puren "Major, Katangese Air Force" addressed to Tshombe.

This letter concerns an assignment relating to Katangese aviation materiel said to have been given by Tshombe at a meeting at Texeira. Puren refers to the proposed repair of a Katangese DC-3 and the drawing up of an inventory of all Katangese aviation materiel in Angola. He states that he dealt with a Colonel Neto of the Portuguese Army and with the Portuguese authorities at Luanda; the latter, however, seem to have made it clear that they were now in full control and that Tshombe had merely asked them to ensure the maintenance of Katangese aircraft at Luanda.

Puren states that he handed over Katangese aircraft to a Captain Santos on 19 February. He notes that on 23 February a Portuguese pilot crashed on take-off in a Katangese Piper plane; he suggests that Tshombe should seek reimbursement for this loss. He notes that the Katangese still have a Fuga plane at Kisenge, as well as a Dove and a Heron in South Africa. A Mr. Burton, he states, is trying to sell in South Africa 7 Dornier motors worth £2,000 each and he recommends steps to block such sales.



In regard to Katangese aviation personnel, Puren says that he has laid off all but 5 pilots; one of the latter is also a mechanic. He also lists Katangese-owned aviation gasoline and kerosene stocks in Angola.

3. Letter from Puren dated 22 May 1963 to Tshombe.

This letter concerns the Fields Company, who are said to be working to repair a Katangese Heron plane (expected to be ready in 6 weeks) and to have completed work on a Dove.

is

The Fields Company's invoice/in the amount of R 47,244.50; of this amount, R 18,500 is said to be still due. \*

The letter states that the Directors of Fields whom Puren met had expressed confidence in Tshombe and had said that they were prepared to wait for a reasonable length of time before demanding payment.

Puren states that he intends to have the Dove plane registered in South Africa.

4. Letter dated 23 May 1963 to Tshombe from Ch. Richon, Union Aéromaritime de Transport, Compagnie Française de Navigation Aérienne, Aéroport du Bourget.

This letter transmitted through Mrs. Tshombe, indicates that ~~Mr~~ *Tshombe* was expected to come to Paris at the end of May in order to meet "many personalities". This is said to have been arranged by a certain Dumont, whom Tshombe is said to have met recently in Salisbury. The persons whom Tshombe was to meet are said to have been expected to leave France as of 30 May. (It is not made clear whether newly-recruited mercenaries are involved.)

Richon adds that Dumont has been informed by Beauvais (French Consul in Elisabethville?) that "with the agreement of the summit" (de Gaulle?) Tshombe would be allowed to enter France without a passport.

5. Letter dated April 1963 from Raymond Reith, (Kipushi) addressed to Tshombe.

The writer refers to past services to the Katangese cause including his participation in the bombing of Luano airfield (Elisabethville) in December 1961. He states that he is now employed by the Union Minière ~~where~~ *and* is awaiting the time when ONUC will leave the country, whereupon Tshombe can resume his activities. At that time the writer will be prepared to assist Tshombe again provided his employer, UMHK, is duly informed and authorizes him to do so.

6. Interrogatory of Air Captain Glasspool by Major Puren, and Captain Bartier at Kolwezi on 19 January 1963.

~~Captain Bartier~~

This interrogatory brings out the whereabouts of various items of Katangese aviation equipment. Some are held by the Commercial Air Service, Germiston, South Africa, in the name of Trader Export-Import of Lisbon of which Colonel Brown is the Director. Some money is said to be held at the Sumbarch Standard Bank, Commissioner Street, Johannesburg.

It is also made clear that Colonel Brown had given orders for a trainload

of spare parts and aviation gasoline to be moved across the frontier to Texeira.

The questioners wanted to know why Colonel Brown and others who had been instructed to return to Kolwezi remained in Angola. Glasspool did not know the answer. He indicates that Brown induced the Portuguese authorities to expel him so as to have better freedom of movement in Angola, but adds that he consistently carried out Colonel Brown's orders.